

Transitions vers l'âge adulte et attentes des jeunes :

Les résultats d'une enquête pilote dans la région de Marrakech Tensift Al Haouz

M. Mansuy
E. Icard
A. Munoz*

Dans les pays de la Méditerranée, malgré l'élévation rapide du niveau d'études des jeunes, l'insertion sociale d'une fraction de la jeunesse est longue et difficile. Or, pour appuyer l'action en faveur des jeunes, il paraît indispensable de bien connaître leur situation, mais aussi leurs attentes. C'est l'objectif de l'enquête pilote de l'Office économique pour la Méditerranée et l'Orient-OCEMO¹ menée dans la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz au Maroc. L'enquête révèle une jeunesse plurielle et de fortes disparités spatiales. Des groupes d'expression minoritaires, tels celui des jeunes qui jugent crucial de se rapprocher de la parité, peuvent être identifiés. Des représentations-types prenant simultanément en compte les opinions exprimées par les jeunes (appréciation de leur futur professionnel, des finances familiales, comparaison de leur position sociale à celle de leurs parents, satisfaction de leur vie actuelle, liberté de décision dont ils disposent, facteurs de réussite qu'ils identifient, objectif prioritaire dans la vie, appréciation de l'effet des réformes, défiance par rapport aux responsables économiques, politiques et religieux, projet d'émigration, expression en faveur de la parité hommes-femmes ou non) peuvent être dégagées.

¹ OCEMO est un cluster d'acteurs économiques en région Méditerranée/Moyen-Orient, rassemblant notamment la Banque Européenne d'investissement (BEI), l'Agence française de développement, la Caisse des dépôts et consignations, la Banque mondiale (Centre pour l'Intégration en Méditerranée-CMI), le FEMISE (réseau euroméditerranéen des instituts en sciences économiques, dont le conseil scientifique est présidé par le Pr. Reiffers), ANIMA Investment (réseau méditerranéen d'agences de promotion des investissements), l'Economic Research Forum du Caire, le CIHEAM (Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes), Aix-Marseille Université, la Ville de Marseille, la Région Provence Alpes Côte d'Azur.

*Michèle Mansuy est administrateur INSEE et responsable du pôle études-recherche de l'OCEMO michele.mansuy@ocemo.org. Etienne Icard et Alexandre Munoz étaient chargés d'études OCEMO au moment de la rédaction de cet article. ticard@hotmail.fr ; munoz.alexandre@yahoo.fr

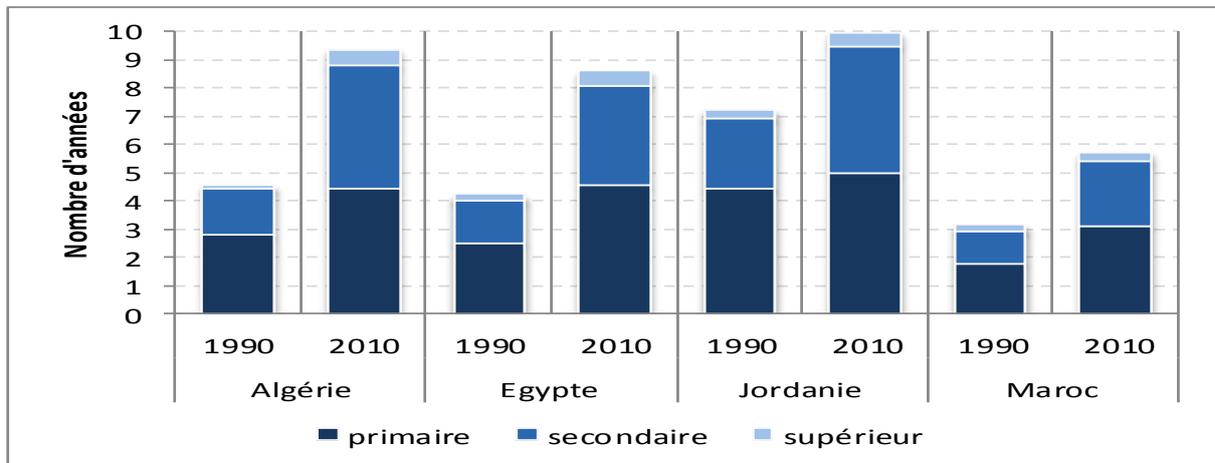
Introduction

La région Méditerranéenne connaît une forte pression démographique. Ainsi, en Egypte, au Liban et au Maroc, les générations en âge d'entrer sur le marché du travail sont cinq fois plus nombreuses que celles en âge de cesser leur activité professionnelle ; quatre fois plus en Algérie ou en Jordanie (Dervis, 2013). L'accès à l'éducation a rapidement progressé dans la région (graphique 1). C'est le cas notamment au Maroc, où les inégalités d'éducation se sont fortement réduites depuis 1950, même si le niveau atteint aujourd'hui

reste en retrait d'autres pays de la région (Benaabdelaali *et alii*, 2012). Cependant, une fraction importante de la jeunesse de la région est confrontée à de graves difficultés d'insertion économique et sociale (Kocoglu, 2014a). Dans le cas particulier du Maroc, selon l'enquête du Haut-commissariat au Plan (HCP) sur les valeurs des jeunes réalisée en 2011 (HCP, 2012), l'emploi est leur principale source d'inquiétude pour leur avenir. Cette fracture générationnelle a joué un rôle de premier plan dans le printemps arabe, mais constitue aussi une menace pour la cohésion sociale des pays concernés.

Graphique 1 :

Nombre moyen d'années de scolarisation par cycle, pour les jeunes de 30 à 34 ans, en 1990 et 2010.



Source : base de données Barro et Lee, 2013

Lire : en 2010, la durée moyenne de scolarisation des 30-34 ans au Maroc était de 5,8 années contre 3,2 années en 1990.

Toutefois, même si le danger d'exclusion sociale d'une partie de la jeunesse de la région est bien identifié, de nombreux organismes et experts internationaux (pour le bureau International du Travail (BIT) : Matsumoto et Elder, 2010 ; pour le bureau régional des Nations-Unies : UN-ESCWA, 2012 ; pour *European Training Foundation* : ETF, 2012 ; pour la Banque mondiale : La Cava, 2012 ; pour le Femise (Forum euroméditerranéen des instituts de sciences économiques : Galal et Reiffers, 2011, etc.) relèvent le manque de données chiffrées de qualité permettant de comprendre la situation des jeunes de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA) et leurs attentes. Pour trouver les solutions adaptées, prendre en compte la parole des jeunes et le regard qu'ils portent sur la société qui les entoure est essentiel, soulignent ces mêmes experts. De plus, ces solutions doivent être globales et centrées sur les jeunes concernés, et non segmentées par domaine : les questions d'éducation, d'emploi, de logement, de transports doivent être traitées en cohérence. C'est pourquoi l'enquête OCEMO se centre sur les attentes des jeunes. Par rapport aux sources existantes (enquête de la Banque mondiale sur les jeunes au Maroc : La Cava, op. cité ; World Values Surveys (WVS) : Inglehart et Welzel, 2010 ; enquêtes d'insertion du

BIT qui incorporent des éléments sur les attentes en matière d'emploi et d'éducation: Matsumoto et Elder, op. cité et ONEQ –Observatoire national de l'emploi et des qualifications tunisien-, 2014 ; enquête du HCP marocain sur les valeurs des jeunes de 2011 déjà citée), sa spécificité est double. D'une part, elle relie étroitement l'expression de ces attentes à la situation du jeune et à son environnement familial. L'objectif est de mieux contextualiser les attentes exprimées par les jeunes interrogés en fonction de leur contexte familial et de leur situation personnelle, ce qui est rarement fait. D'autre part, son périmètre est infranational. La suite du texte présente les premiers résultats obtenus, en mettant l'accent sur le regard que portent les jeunes sur leur situation présente et leurs perspectives. Cette vision subjective est rapprochée de caractéristiques plus usuelles, comme le genre, le niveau d'études et le territoire. Quelques points de consensus apparaissent, mais c'est surtout une grande diversité d'opinions qui est observée. Elle est révélée par l'existence de groupes dont les points de vue s'écartent de ceux de la majorité des jeunes. Pour finir, une typologie rend compte de cette variété d'expressions en identifiant cinq groupes de jeunes dont les attentes sont différentes.

Encadré 1 : Enquête OCEMO « Attentes de la jeunesse » : genèse et méthode

Genèse

En Méditerranée, l'inclusion sociale d'une fraction de la jeunesse est problématique. Les jeunes sans diplôme et certains diplômés de l'université sont les plus exposés. En amont du programme « Nouvelle Chance », déployé avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), qui propose des solutions concrètes et individualisées pour aider les jeunes en voie d'exclusion à se situer dans la société et dans l'entreprise, le programme jeunesse de l'OCEMO, conçu par le Pr Reiffers, propose aussi de produire et diffuser des données comparables sur la situation des jeunes et leurs attentes. Le but est d'aider à mieux orienter l'action des décideurs publics et privés en faveur des jeunes. Une première enquête (1 300 jeunes interrogés dans la région de Marrakech-Tensift-Al Haouz) a été réalisée en 2013, en partenariat avec l'Observatoire national du développement humain marocain, et avec l'appui technique de la direction de la statistique du Haut-commissariat au Plan (HCP).

Champ

Le champ retenu (de 15 à 34 ans) couvre l'essentiel de la période de transitions vers l'âge adulte. Dans le domaine professionnel, il permet d'observer les premiers emplois des diplômés de l'enseignement supérieur long et les premières installations d'indépendant. Il permet aussi d'observer la formation des familles.

Echantillonnage

Un échantillon test a été sélectionné et enquêté en juin 2012 sur la base de 200 questionnaires. Ce test a permis d'affiner le questionnaire et la méthode d'échantillonnage. En particulier, les grilles semi-ouvertes proposées pour les questions subjectives ont permis d'améliorer sensiblement les formulations initiales. L'extension a eu lieu sur le terrain de février à avril 2013. L'échantillon de l'enquête pilote concerne un peu plus de 1300 jeunes.

Interroger tous les jeunes éligibles d'un même ménage n'était guère réaliste (leur nombre peut atteindre 8). De plus, compte tenu du caractère subjectif de certaines questions, il a paru préférable d'éviter le plus possible d'interroger plusieurs jeunes dans le même ménage. En effet, en milieu rural en particulier, il n'est pas toujours aisé d'isoler tour à tour plusieurs jeunes enquêtés. Lorsque cet isolement n'est pas assuré, les réponses de l'un peuvent influencer sur celles des autres, biaisant ainsi les résultats des différents entretiens. D'un autre côté, interroger un seul jeune par ménage, quel que soit le nombre de jeunes éligibles, n'était pas une bonne solution en termes de précision des résultats (cette question est discutée dans Ardilly (2006, pp. 500-504) : les probabilités d'être tiré sont très inégales, alors que la variété de situations des jeunes au sein d'un même ménage est loin d'être négligeable. L'exploitation de l'échantillon-test, où un seul jeune était tiré par ménage, a mis en évidence un biais de sexe et d'âge lié à cette méthode. En effet, compte tenu de l'écart d'âge au mariage entre les époux, cela aurait entraîné une surreprésentation des jeunes femmes et une sous-représentation des jeunes hommes de plus de 25 ans, les jeunes femmes pouvant être mariées et décohabitantes à l'âge où les jeunes hommes, mariés ou non, cohabitent encore le plus souvent avec leurs parents et leur fratrie (dans l'ensemble de l'échantillon, 45% des jeunes femmes interrogées sont mariées et 38% des jeunes femmes mariées cohabitent avec leurs parents ou leur belle-famille, tandis que 22% des jeunes hommes sont mariés et 54% des jeunes hommes mariés cohabitent avec leurs parents. L'écart d'âge médian entre les jeunes femmes mariées et leurs conjoints est de 6 ans). L'ensemble de ces éléments a fait opter pour un tirage des ménages proportionnellement à leur taille en nombre de jeunes éligibles, le test ayant montré que l'information fournie lors du premier passage de l'enquêteur était cohérente avec le nombre de jeunes concernés répertoriés dans le questionnaire ménage.

L'échantillon total, aléatoire et représentatif de la population de 15 à 34 ans dans la région, a donc été constitué en trois étapes :

Etape 1 : Tirage d'aires effectué par la direction de la Statistique du HCP marocain

Etape 2 : Sur le terrain, dénombrement du nombre de ménages ayant parmi leurs membres des jeunes dans le champ, et saisie du nombre de jeunes concernés dans chaque ménage ; puis tirage aléatoire des ménages à interroger parmi les ménages du champ, proportionnellement au nombre de jeunes dans le champ présents dans chaque ménage (cette méthode garantit des probabilités d'inclusion égales pour les jeunes à interroger).

Etape 3 : Après l'interrogation du chef de ménage, tirage au hasard du jeune à interroger parmi les jeunes de 15 à 34 ans membres du ménage. Lorsqu'un ménage est tiré deux fois (le cas s'est produit pour 46 ménages sur les 1288 interrogés), une paire de jeunes est tirée aléatoirement parmi les paires de jeunes éligibles du ménage. A cette étape, le tirage aléatoire est incorporé au programme de passation du questionnaire.

Méthode de collecte

Les entretiens ont eu lieu en face-à-face, avec le chef de ménage puis le ou les jeunes tirés au hasard. Jusqu'à 6 visites ont parfois été nécessaires pour joindre les personnes sélectionnées, et le taux de réponse final est très élevé (94%). De plus, environ 90% des jeunes interrogés ont accepté de répondre à une future enquête sur les jeunes.

Les données ont été collectées par ordinateur (système CAPI), mode adapté au questionnaire modulaire de l'enquête. De plus, cela facilite les contrôles et accélère la production des résultats. Dans l'optique d'une transposition future à d'autres territoires, le CAPI a deux avantages : l'adaptation est facilitée, et le tirage des jeunes pourrait sans difficulté s'effectuer à probabilités inégales, si l'on souhaite surreprésenter certaines sous-populations d'intérêt.

L'objectif de cette enquête pilote est de proposer à des partenaires institutionnels et scientifiques intéressés dans les pays de la zone MENA un protocole d'enquête déjà testé et conçu pour être transposable.

Les micro-données de l'enquête pilote ont été ouvertes à des chercheurs partenaires depuis novembre 2014, dans le cadre d'un groupe d'exploitation. Des modalités de mise à disposition plus large sont actuellement à l'étude. Un complément qualitatif (ré-interrogation de certains jeunes qui sont restés au moins 18 mois chez le même employeur, et interrogation d'employeurs), réalisé au premier semestre 2016, est en cours de traitement.

Encadré 2 : Contenu du questionnaire

L'originalité du questionnaire OCEMO, validé par un comité d'experts pluridisciplinaire¹, est de relier trois dimensions :

La situation du jeune, avec une dominante formation-activité professionnelle dans le questionnaire (c'est elle qui donne sa cohérence au questionnaire), mais aussi des éléments sur les conditions de vie et l'origine sociale ; l'accent est mis sur les activités informelles, les expériences de travail indépendant, le sentiment de déclassement. A côté du capital éducatif, des compétences générales sont décrites (telles que la maîtrise des langues, de l'informatique et de l'Internet, l'engagement associatif et l'investissement dans un sport collectif).

Le contexte familial : il comprend une description du ménage et de ses membres (dont le niveau d'éducation et l'activité professionnelle de chacun), du logement, les revenus, les transferts entre le jeune et ses parents ;

Les opinions et attentes : elles sont exprimées tout au long du questionnaire, à l'intérieur des différents modules emploi, formation, ... et dans un module final plus général. Le parti-pris est de les rapprocher le plus possible des expériences personnelles du jeune interrogé pour éviter des réponses convenues, les mêmes pour tous. De plus, les grilles proposées étaient semi-ouvertes dans une première phase de test. Les grilles initiales ont pu ainsi être enrichies des propositions additionnelles des jeunes enquêtés. Cela reflète le souci d'éviter des réponses consensuelles et peu contextualisées, critique qui a été formulée à propos de plusieurs enquêtes internationales quantitatives sur les valeurs (Heinich, 2010).

La région choisie pour cette première enquête est très diversifiée (territoires ruraux et urbains, montagne et vallée, littoral,...) et regroupe 10% de la population du Maroc. Pour autant, elle ne constitue pas un modèle réduit du Maroc : elle est plus rurale que l'ensemble national, avec une économie fortement orientée sur l'agriculture et le tourisme.

Des positions et des expressions différenciées, un consensus pour des emplois mieux protégés

C'est surtout la pluralité des attentes exprimées qui frappe, notamment les fortes différences entre jeunes ruraux et jeunes urbains, jeunes hommes et jeunes femmes. Cependant, quelques traits communs se dégagent. La demande de protection sociale dans le cadre de l'emploi fait consensus pour tous les groupes de jeunes. De même, pour les jeunes interrogés, les trois priorités nationales dominantes (sécurité

publique, emploi, pouvoir d'achat) sont assez largement partagées. En effet, l'existence d'une forme de protection sociale est jugée importante pour le choix d'un emploi par 72% des jeunes femmes et 82% des jeunes hommes. Cette attente est exprimée aussi bien par les jeunes ruraux que par les jeunes urbains, à tous les niveaux d'études.

Elle renvoie à la difficile insertion sociale et professionnelle des jeunes. Sur un marché du travail marocain segmenté, où l'emploi informel est largement majoritaire au niveau national Bougroum et Ibourek (2012) distinguent quatre grandes oppositions : la première entre milieu rural et urbain, la deuxième selon le genre, la troisième selon le niveau d'études et la quatrième selon l'âge, les jeunes étant désavantagés en tant qu'*outsiders* sur le marché du travail au sens de Lindbeck et Snower (1988). Contrairement aux *insiders*, salariés bien intégrés dans l'entreprise, dont les positions sont protégées par les coûts de *turnover*, les jeunes, nouveaux entrants sur le marché du travail, ne bénéficient pas d'une telle protection. Or, dans la région de Marrakech Tensift Al Haouz, où l'économie locale est dominée par l'agriculture et le tourisme, l'emploi informel, non protégé par la législation du travail, occupe une place encore plus importante qu'en moyenne nationale.

Selon l'enquête, 15% des emplois occupés par les jeunes sont indépendants, 46% salariés et 39% aides familiaux. Les aides familiaux ne disposent pas de rémunération en espèces ni de protection sociale. Les jeunes indépendants travaillent massivement dans le secteur informel (en ce sens que leur activité n'est pas enregistrée), tandis que 83% des jeunes salariés n'ont pas conclu de contrat écrit, et même 74% aucun contrat, fût-il verbal, avec leur employeur. Dans le même ordre d'idées, près de 90% des jeunes déclarent ne bénéficier d'aucune couverture sociale dans le cadre de leur emploi. Pour les jeunes salariés, les deux mesures les plus courantes de l'emploi informel (absence de contrat écrit et absence de couverture maladie dans le cadre de l'emploi) aboutissent à la même proportion d'emploi salarié informel (83%)². Un peu plus de la moitié des jeunes occupant un emploi déclarent en souhaiter un autre, principalement pour gagner plus ou avoir un emploi plus stable. Cette recherche d'un emploi mieux protégé n'est pas pour autant synonyme de souhait d'insertion dans le secteur public, comme déjà souligné par La Cava (2012) : 73% de ceux qui recherchent un emploi ne privilégient aucun secteur institutionnel. Enfin, 47% des jeunes qui occupent un emploi souhaiteraient travailler plus et sont disponibles pour le faire. Cette proportion dépasse même 60% parmi ceux qui souhaitent un autre emploi.

¹ Bahjat Achikbache, Statisticien, ADETEF, expert pour les questions sociales du programme MEDSTAT - Patricia Augier, DEFI-Greqam et Aix-Marseille Université, Economiste - Isabelle Bensidoun, Centre d'Etudes de l'emploi, Economiste, membre du Femise - Loïc Bourse, Plan Bleu, sociologue - Mohammed Bougroum, Economiste, Professeur à l'Université Cadi Ayyad, Marrakech - Yvette Grelet, Céreq, Statisticienne, Directrice du Centre Associé Céreq de Basse-Normandie - Yusuf Kocoglu, Economiste, Université de Toulon - Olivier Marchand, Insee, Statisticien - Eric Verdier, LEST, sociologue et économiste, directeur de recherches CNRS - Antoine Vion, LEST et Aix-Marseille Université, sociologue et politiste.

² L'emploi informel touche aussi les salariés du secteur formel. Parmi les jeunes salariés du secteur formel interrogés, 52% n'avaient pas conclu de contrat de travail écrit.

Concernant les priorités nationales exprimées par les jeunes, trois choix dominent assez nettement. La sécurité publique arrive au premier plan, suivie par la croissance économique et l'emploi et enfin par le maintien du pouvoir d'achat. Ici encore, ce classement est exprimé de façon assez proche par les jeunes femmes et les jeunes hommes, les jeunes ruraux et les jeunes urbains. Cependant, à notre avis, ce ne sont pas les trois choix les plus souvent cités qui méritent l'attention : ils ne font que refléter l'expression de besoins fondamentaux assez consensuels. Ils recourent les résultats de l'enquête mondiale sur les valeurs (WVS) disponibles pour les pays de la région MENA (Jordanie, Maroc, Tunisie, Turquie, vague 2005-2009). De plus, ils ne remettent pas en cause l'aspiration à la démocratie, largement exprimée dans la même source en réponse à une question directe sur ce sujet. Selon nous, ce sont les choix minoritaires, complétés par rapport aux formulations proposées dans l'enquête WVS, qui apportent le plus d'information. Ils sont présentés dans la partie suivante.

Pourtant, malgré ces lignes de force communes (couverture sociale et premières priorités nationales citées), ce sont plutôt des jeunes qu'une jeunesse homogène qui s'expriment dans l'enquête. Des clivages attendus (entre jeunes hommes et jeunes femmes, jeunes urbains et jeunes ruraux, jeunes diplômés et jeunes sortis précocement de l'école) sont confirmés mais aussi précisés, notamment lorsque l'on fait une distinction à l'intérieur de l'espace rural selon la proximité aux centres urbains.

Les inégalités spatiales de revenu et d'accès à l'éducation sont très marquées dans l'ensemble de la région Sud et Est de la Méditerranée (Galal et Reiffers, 2014). C'est vrai en particulier dans la zone étudiée par l'enquête pilote. Les différences entre jeunes ruraux et urbains sont très marquées. La dichotomie pressentie entre positions féminines et masculines se confirme aussi. En effet, les projets de vie formulés diffèrent : davantage axés sur la famille pour celles-ci, la vie professionnelle pour ceux-là. D'ailleurs, les jeunes femmes participent peu au marché du travail et certaines d'entre elles n'envisagent aucune activité en dehors du cercle familial, même à plus long terme. Malgré les réformes du code de la famille entreprises en 1993 et 2003, les différences de genre restent fortes. Les résorber nécessiterait un engagement de toute la société, qui prendra du temps (Boudarbat et Abjilou, 2009). Toutefois, c'est le niveau d'études, prenant en compte le fait que les études sont achevées ou non, qui se révèle le facteur le plus clivant, bien plus que l'âge, le genre, ou la différence entre zone rurale et urbaine (une illustration dans le cas du projet de vie prioritaire des jeunes est présentée en annexe).

Une fracture éducative et numérique

L'exclusion scolaire et le décrochage précoce jouent donc un rôle crucial. Par ailleurs, l'éloignement de l'école, modalité non prévue dans la version test de l'enquête et introduite en raison de sa fréquence dans les déclarations spontanées des jeunes enquêtés, apparaît comme un motif important d'arrêt des études chez les jeunes de milieu rural, et tout particulièrement chez les jeunes filles. De ce point de vue, les jeunes qui vivent en milieu rural proche des villes et ceux qui en sont éloignés sont dans des situations très différentes. Ne serait-ce que parce que les premiers ont accès à des moyens de transport en commun dont les seconds ne disposent pas. C'est pourquoi nous avons comparé, en tenant compte de leur genre, les jeunes issus de milieu urbain, de milieu rural proche des villes et de milieu rural enclavé (le milieu rural enclavé est défini par les zones nécessitant plus d'une heure et demie de trajet en voiture pour être atteintes depuis Marrakech ville ou Essaouira). Cette comparaison révèle une fracture éducative et numérique, au détriment des jeunes vivant en milieu rural, surtout enclavé, encore plus marquée pour les jeunes femmes.

Filles comme garçons en milieu rural se distinguent par une faible proportion de personnes en cours de formation si l'on les compare avec les jeunes urbains. Les jeunes femmes rurales sont bien plus souvent peu diplômées, ayant rarement intégré le cycle secondaire du collège (déjà noté par Verdier, 2010). Dans cet ensemble, le milieu rural enclavé se caractérise par un fort taux de jeunes n'ayant suivi aucune forme d'études, plus particulièrement des femmes (tableau 1). Toutefois, l'accès à l'enseignement primaire est généralisé pour les plus jeunes (15 à 19 ans) même en milieu rural (Kocoglu, 2014b). La maîtrise de la langue écrite reste l'exception pour les jeunes femmes vivant en milieu rural, surtout enclavé (tableau 2).

Tableau 1 :

Jeunes n'ayant jamais fréquenté l'école ou presque selon le genre et le degré d'urbanisation (%)

Milieu géographique	Jeunes hommes	Jeunes femmes
Urbain	1%	12%
Rural proche	23%	48%
Rural enclavé	36%	57%

Source Enquête OCEMO sur les attentes de la jeunesse marocaine, région MTH, 2013.

Lire : En milieu rural enclavé, 36% des jeunes hommes et 57% des jeunes femmes n'ont jamais fréquenté l'école, contre 25% en moyenne des jeunes interrogés

Tableau 2 :

Jeunes ne maîtrisant pas l'arabe littéraire selon le genre et le degré d'urbanisation (%)

Milieu géographique	Jeunes hommes	Jeunes femmes
Urbain	24%	30%
Rural proche	58%	79%
Rural enclavé	58%	89%

Source Enquête OCEMO sur les attentes de la jeunesse marocaine, région MTH, 2013.

Lire : En milieu rural enclavé, 58% des jeunes hommes et 89% des jeunes femmes déclarent ne pas avoir une bonne ou une très bonne maîtrise de la langue arabe littéraire, contre 52% des jeunes interrogés en moyenne

Une autre caractéristique propre aux jeunes ruraux consiste en leur faible accès aux technologies de l'information et de la communication. Ainsi, en milieu rural, 96% des jeunes femmes et 77% des jeunes hommes n'ont pas accès à Internet (quel que soit le lieu d'accès : lieu public, web-café, chez des amis, sur le lieu de formation ou de travail et non pas seulement à domicile), contre 44% des jeunes hommes et un peu moins de 50% des jeunes femmes en milieu urbain. Les écarts d'équipement en téléphone mobile personnel sont eux aussi importants : 80% des jeunes, hommes ou femmes, en sont dotés en milieu urbain. Les jeunes hommes ruraux sont équipés au même niveau. En milieu rural, les jeunes femmes disposent deux fois moins souvent (40%) d'un téléphone mobile personnel. A noter qu'en milieu rural enclavé, plus de la moitié des jeunes hommes n'envoient jamais de SMS, ce qui est à rapprocher de leur manque d'aisance avec la langue écrite.

Jeunes ruraux, jeunes urbains : des formes d'activité et des perceptions différentes

Les positions professionnelles des jeunes sont très différentes selon le genre et la localisation. Les jeunes femmes de milieu rural sont bien plus souvent inactives non étudiantes (l'activité étant prise ici au sens élargi défini par le BIT, les chômeuses découragées étant considérées actives) que les jeunes femmes urbaines, tandis que ces dernières poursuivent beaucoup plus fréquemment des études. En outre, on trouve bien plus souvent en milieu rural des femmes qui ne recherchent pas d'activité professionnelle en raison du refus de leur mari ou de leur père pour exercer une activité externe au cercle familial (tableau 3). Cette modalité d'inactivité n'existe pas pour les jeunes hommes, qui sont aussi très rarement inactifs pour d'autres raisons. En milieu rural, surtout enclavé, être aide familial est fréquent pour les jeunes hommes comme pour les jeunes femmes. C'est une activité précoce : 59% des jeunes concernés déclarent l'avoir débutée à 14 ans ou avant, ce qui est un frein à la poursuite des études. En revanche, plus de 40% des jeunes hommes ruraux occupent un emploi payé, cette situation est rare parmi les jeunes rurales (5% de l'ensemble d'entre elles). Aider sa famille biologique ou sa famille par alliance dans une activité indépendante, sans recevoir de rémunération pour cela, est la forme prédominante de l'activité professionnelle des jeunes femmes rurales. Les jeunes femmes vivant en milieu rural ont un projet de vie bien plus centré sur la sphère familiale. Dans le même ordre d'idée, le désir de migration pour les jeunes en milieu rural se cantonne plus fréquemment aux migrations internes au pays, avec une motivation surtout liée au travail pour les garçons et à la famille pour les filles.

Tableau 3 :

Activité professionnelle des jeunes selon le genre et le degré d'urbanisation (%)

Activité	Total			Rural enclavé			Rural proche			Urbain		
	T	F	H	T	F	H	T	F	H	T	F	H
Emploi payé	27	9	47	22	5	44	26	5	49	29	14	46
Aide familial	21	22	19	45	49	41	32	35	28	1	0	3
Chômeur	8	7	10	2	1	4	7	6	8	12	11	13
En cours d'études	20	17	24	6	3	11	8	4	13	37	37	38
Inactif famille	14	27	1	13	22	0	16	30	1	13	25	0
Inactif refus	9	18	0	12	20	0	11	21	0	7	14	0
% Total	100	53	47	12	7	5	45	24	21	43	22	21

Source Enquête OCEMO sur les attentes de la jeunesse marocaine, région MTH, 2013.

Lire : En milieu urbain (43% des jeunes interrogés y vivent), 29% des jeunes des deux sexes occupent un emploi payé, indépendant ou salarié, c'est le cas de 14% des jeunes femmes et 46% des jeunes hommes.

Les populations des jeunes de zones rurales proches ou enclavées apprécient différemment leur situation personnelle : les jeunes de milieu rural enclavé sont en effet plus souvent satisfaits de leur vie présente, en particulier les garçons, et ressentent un confort financier supérieur, tous genres confondus, alors que les revenus moyens déclarés par le chef de ménage par unité de consommation (échelle d'Oxford révisée) sont très proches dans les deux types de zone rurale. Les jeunes hommes ruraux de zones enclavées se distinguent également par leur ressenti plus positif de l'effet des réformes, probablement en lien avec les politiques de lutte contre la pauvreté qui les ont plus particulièrement concernés. Les jeunes femmes de ces mêmes zones déclarent pour moitié ne pas se sentir libres de décider de leur vie, ce qui est plus fréquent que dans les zones rurales proches (39%) et bien plus que dans les zones urbaines (15%).

La situation des jeunes vivant en zone rurale enclavée est plus difficile et leurs conditions de vie sont bien moins favorables. En effet, les zones rurales sont l'objet de nombreuses discriminations (en termes d'accès à Internet, d'usage des SMS, d'éducation, de revenus), même si des progrès ont été enregistrés dans la lutte contre la pauvreté et si les plus jeunes sont davantage scolarisés. C'est le cas dans l'ensemble de l'espace méditerranéen et les politiques publiques mises en œuvre pour y remédier, malgré des résultats incontestables, n'ont pas permis de résorber sensiblement les écarts en leur défaveur, comme noté par Petit et El Haddad Gauthier (2013). Cependant, cette situation comparativement défavorable en zone rurale enclavée ne conduit pas forcément à un positionnement plus pessimiste des jeunes concernés : la satisfaction qu'ils disent éprouver à propos de leur vie quotidienne est plus forte que celle exprimée par les jeunes vivant en milieu rural proche et leur appréciation des réformes est plus marquée. Un éloignement plus prononcé des villes pourrait éviter aux jeunes de zones rurales enclavées, qui n'accèdent pas aux mêmes modes de consommation, le développement d'un sentiment de frustration qu'expriment les jeunes ruraux vivant au contact des villes. Le sentiment de confort financier supérieur en milieu rural enclavé pourrait s'expliquer ainsi. Ce constat est attribuable au phénomène dit d'attrition des préférences, les normes de satisfaction des jeunes ruraux de zone enclavée, pourtant défavorisés, étant moins exigeantes. Des phénomènes comparables ont notamment été observés en Afrique francophone (Razafindrakoto, Roubaud, 2005) et en Haïti (Roubaud, Torelli, Zanuso, 2014).

Des priorités et des expressions plurielles

La diversité des attentes des jeunes interrogés peut être illustrée aussi à partir d'expressions minoritaires, mais non marginales. Au cours de l'entretien, le jeune était invité à donner son avis sur les priorités

nationales. Il pouvait formuler jusqu'à trois choix ordonnés parmi la liste suivante : 1-assurer la sécurité publique ; 2-développer l'emploi et la croissance économique ; 3-lutter contre la vie chère ; 4-favoriser la liberté d'expression ; 5-associer davantage les citoyens aux décisions publiques ; 6- limiter le rôle de l'argent dans la vie politique et sociale ; 7- rapprocher les conditions de vie des hommes et des femmes ; 8-préserver l'environnement 9-autres priorités (dont : améliorer l'accès aux soins). A côté des trois priorités nationales les plus consensuelles (sécurité publique, emploi, pouvoir d'achat), certains jeunes privilégient d'autres options, en premier, en deuxième ou en troisième choix. Deux groupes se démarquent, par les opinions qu'ils expriment, de la moyenne des jeunes enquêtés : ceux qui expriment une défiance envers les élites et ceux qui envisagent sérieusement d'émigrer à l'étranger. Ces groupes de jeunes ont souvent des profils spécifiques par rapport à l'ensemble des jeunes interrogés.

Des priorités nationales non consensuelles

Lutter contre la corruption (modalité 6 de la liste de priorités nationales) est une des trois principales priorités nationales pour 33%, et 24% d'entre eux l'ont citée en premier choix. Toutefois, ces jeunes, qui expriment une priorité différente de l'ensemble, ont un profil semblable, en termes de genre, d'âge, de diplôme, de localisation géographique, de situation professionnelle, d'origine sociale (mesurée par le diplôme du père). Ils ne s'écartent pas davantage de la moyenne dans les autres opinions et attentes générales qu'ils expriment. Dans l'échantillon, 19% des enquêtés ont choisi la liberté d'expression comme l'une des trois premières priorités du pays, et 16% d'entre eux l'ont placée en premier choix. Ce sont plus souvent des garçons, des moins de 20 ans, des jeunes qui poursuivent leurs études. Ils vivent un peu plus souvent en milieu urbain. Ils sont aussi plus nombreux à s'estimer bien insérés en emploi non familial. Pour 19% des jeunes interrogés, associer davantage les citoyens aux décisions publiques est une priorité du Royaume, 18% d'entre eux l'ont même placée en première priorité. Comme le groupe précédent, il s'agit d'une population plus masculine, plus urbaine, plus souvent en cours d'études. L'égalité entre hommes et femmes a été choisie comme priorité du pays par 20% des personnes enquêtées, et 21% d'entre elles l'ont placée en premier choix. Il s'agit plutôt de jeunes femmes rurales, dont le parcours est dominé par l'inactivité professionnelle. Plus souvent que l'ensemble, elles n'anticipent aucun futur professionnel. Elles s'estiment plus souvent socialement déclassées par rapport à leurs parents. Les jeunes femmes moins éduquées ou vivant en milieu rural sont défavorisées par rapport à leurs homologues masculins, on l'a vu. Elles expriment aussi plus fréquemment que les jeunes femmes plus éduquées le souhait de voir cette situation s'améliorer (tableau 4).

Tableau 4 :

Jeunes choisissant l'évolution vers la parité comme priorité nationale (modèle logit dichotomique)¹

Choix de la parité	Coefficient	Probabilité estimée	écart à la référence
Fille de milieu rural	0,226 ns	0,32	5 pts
Garçon de milieu rural	-1,224 ***	0,10	- 17 pts
Garçon de milieu urbain	-0,922 ***	0,13	-14 pts
Lycée ou plus, études achevées	-0,616 **	0,17	-10 pts
Fille de milieu urbain en cours d'études ou ayant arrêté avant le lycée	Réf	0,27	

Source Enquête OCEMO sur les attentes de la jeunesse marocaine, région MTH, 2013.

Lire: Par rapport à la situation de référence (une fille de milieu urbain en cours d'études ou ayant arrêté avant le lycée) dont la probabilité de choisir la parité est de 27%, être un garçon vivant en milieu rural fait baisser la probabilité de choix de la parité de 17 points.

Préserver l'environnement a été cité par 12% des enquêtés comme priorité nationale, et 23% comme principale priorité. Cet ensemble est plus jeune et plus rural que la moyenne de l'échantillon interrogé. Les jeunes qui le composent sont plus souvent diplômés que l'ensemble, ils sont plus fréquemment encore en études ou actifs non familiaux. Leur situation financière est plutôt bonne et ils éprouvent une satisfaction certaine de leur vie actuelle. Ils placent davantage leur confiance dans le travail pour réussir et affirment un peu plus ressentir les effets des réformes ces dernières années au Maroc.

Des attitudes singulières

Deux groupes se situent en décalage par rapport à l'ensemble des enquêtés : ceux qui mettent en doute l'action des institutions en faveur des jeunes et ceux qui projettent leur avenir à l'extérieur du territoire national. Chacun des deux concerne 17% des jeunes enquêtés. La défiance vis-à-vis des institutions est exprimée par 17% des jeunes interrogés: ils déclarent en effet que ni les responsables politiques, ni les responsables économiques, ni les responsables religieux ne se sentent à leur avis concernés par les problèmes de la jeunesse. Les jeunes défiants vivent plus souvent en milieu rural, et les jeunes femmes rurales y sont surreprésentées, de même que ceux et celles qui n'ont pas reçu de formation (tableau 5). Ces jeunes défiants se déclarent pourtant plus souvent satisfaits de leur vie actuelle que l'ensemble, ce qui peut paraître paradoxal dans la mesure où ils estiment

¹ Pour les tableaux 4, 5 et 6, *** désigne un coefficient significatif au seuil de 1%, ** un coefficient significatif au seuil de 5%, * un coefficient significatif au seuil de 10%, ns un coefficient non significatif.

bien plus souvent que leur liberté individuelle est restreinte. Ils font plus confiance au travail qu'aux relations sociales pour réussir et privilégient la sphère familiale dans leur projet de vie.

Tableau 5 :

Probabilité d'exprimer une défiance vis-à-vis des institutions (modèle logit dichotomique)

Défiance	Coefficient	Probabilité estimée	écart à la référence
Fille de milieu rural	0,485 ***	0,20	7 pts
N'a pas fait d'études	0,415 ***	0,19	6 pts
Fille de milieu urbain ou garçon quelle que soit sa localisation	Réf	0,13	

Source Enquête OCEMO sur les attentes de la jeunesse marocaine, région MTH, 2013.

Lire: Par rapport à la situation de référence (une fille de milieu urbain ou un garçon, quelle que soit sa localisation) dont la probabilité d'exprimer une défiance vis-à-vis des institutions est de 13% ne pas avoir fait d'études augmente cette probabilité de 6 points.

Un autre ensemble d'enquêtés (17% du total) exprime le souhait d'une migration internationale future. C'est un groupe plutôt masculin et urbain, plus fréquemment encore en cours d'études. Ils sont sensiblement plus diplômés que la moyenne (comme noté par ETF, 2013), et leurs pères le sont aussi (tableau 6). Ils éprouvent plus le sentiment de liberté et sont plus en demande d'une couverture sociale. Leur appréciation des facteurs de réussite penche plus vers les réseaux professionnels et familiaux.

Tableau 6 :

Probabilité d'exprimer le souhait d'émigrer à l'étranger (modèle logit dichotomique)

Projet d'émigration	Coefficient	Probabilité estimée	écart à la référence
Garçon de milieu urbain	0,315 *	0,09	2 pts
Diplôme primaire	1,107 ***	0,18	11 pts
Diplôme secondaire/supérieur	1,380 ***	0,22	15 pts
Père niveau primaire	0,414 **	0,10	3 pts
Père de niveau secondaire ou supérieur	0,584 ***	0,11	4 pts
Fille (rural ou urbain) ou garçon de milieu rural, sans diplôme, et dont le père n'a pas atteint le niveau primaire	Réf	0,07	

Source Enquête OCEMO sur les attentes de la jeunesse marocaine, région MTH, 2013.

Lire: Par rapport à la situation de référence (une fille quelle que soit sa localisation ou un garçon de milieu rural, sans diplôme et dont le père n'a pas atteint le niveau d'études primaire) dont la probabilité d'exprimer le souhait

d'émigrer est de 7% avoir un diplôme secondaire ou supérieur augmente cette probabilité de 15 points.

Cinq groupes d'opinions contrastés

Afin de mettre en évidence les principales ressemblances et dissimilarités d'opinion générale entre jeunes interrogés, en prenant cette fois-ci en compte simultanément les opinions et attentes exprimées par les jeunes interrogés, une analyse des correspondances multiples a été effectuée. Une classification ascendante hiérarchique a ensuite été réalisée à partir des cinq facteurs principaux dégagés par cette analyse des correspondances multiples. Elle prend en compte la vision qu'ont les jeunes de leur avenir professionnel, leur projet de vie prioritaire, leur perception de la situation financière familiale, la façon dont ils situent leur position sociale par rapport à la génération précédente, leur satisfaction de leur vie actuelle, la liberté de décision dont ils estiment disposer, leur représentation de la réussite professionnelle, leur perception des résultats des réformes entreprises au Maroc. Ces informations ont été complétées par l'appartenance à trois groupes d'expression minoritaires permettant d'enrichir l'analyse : les jeunes défiants, ceux qui font de l'évolution vers la parité entre hommes et femmes une priorité nationale, ceux qui souhaitent émigrer à l'étranger.

Une analyse multivariée des opinions générales exprimées par les jeunes

Onze variables ont été sélectionnées comme variables actives de l'analyse (graphique 2) :

- 1- L'optimisme concernant l'avenir professionnel (3 modalités : optimiste, pessimiste, n'envisage aucune forme d'engagement professionnel)
- 2- La situation financière du ménage (2 modalités : bonne ou très bonne ; précaire ou très précaire)
- 3- La position sociale du jeune, comparée à celle de ses parents (2 modalités : meilleure ou bien meilleure ; moins bonne ou nettement moins bonne)
- 4- La satisfaction du jeune par rapport à sa vie actuelle (2 modalités : satisfait ou très satisfait ; insatisfait ou très insatisfait)
- 5- La liberté de décision (4 modalités : tout à fait libre de décider de sa vie ; plutôt libre ; plutôt pas libre ; pas du tout libre)
- 6- Le facteur dominant de réussite vu par le jeune (3 modalités : le travail seul ; le travail dominant ; les relations familiales et professionnelles dominantes ou seules)
- 7- Le projet de vie prioritaire (3 modalités : réussite professionnelle ; fonder et élever une famille ; autre projet : gagner de l'argent, être libre, s'engager pour une cause)

8- L'effet des réformes perçu sur la situation personnelle du jeune (3 modalités : effet positif affirmé ; effet incertain ; pas d'effet positif déclaré)

9- La défiance par rapport aux élites (cf. paragraphe précédent : 2 modalités : oui, non)

10- Le choix de la parité hommes-femmes comme une priorité du pays (2 modalités : oui, non)

11- Le souhait d'émigrer à l'étranger dans le futur (2 modalités : oui, non)

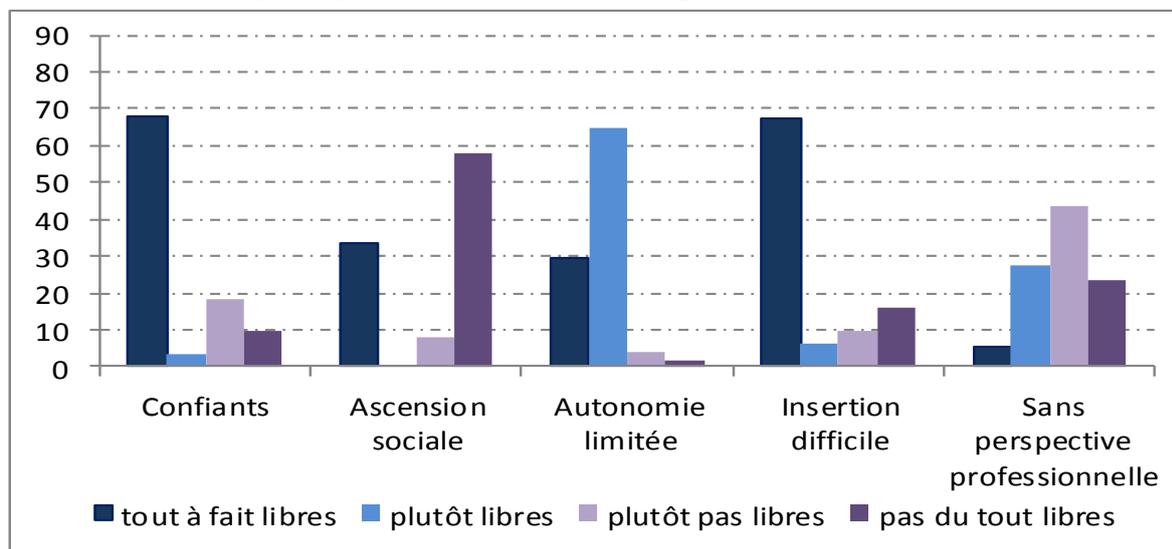
Les variables illustratives suivantes ont été retenues : le genre, le degré d'urbanisation, en distinguant le rural enclavé du rural plus proche, le croisement de ces deux critères, le niveau d'études du jeune (sans niveau, primaire, collège, lycée ou supérieur), l'activité professionnelle actuelle du jeune (en emploi payé, aide familial, chômeur, inactif pour raison familiales, inactif pour refus du père ou du conjoint) et son type de parcours professionnel (alternance emploi-chômage, dominante emploi payé, dominante aide familial, dominante inactivité-chômage, études). Elles correspondent à des descripteurs habituels de la situation des jeunes. Le critère usuel (valeurs propres correspondant à plus de 1/11=9% de l'inertie du nuage) conduit à retenir 5 axes factoriels, regroupant ensemble 45% de l'inertie totale du nuage d'information initial. De son côté, le premier plan factoriel regroupe 24% de l'inertie totale du nuage initial. Le premier axe factoriel oppose ceux (plutôt celles, en fait) qui ne projettent pas d'avenir professionnel, celles et ceux qui axent leur projet de vie prioritairement sur le fait de fonder ou élever une famille (à gauche de l'axe horizontal sur le graphique 2) à ceux qui se sentent tout à fait libres de décider de leur vie, axent leur projet de vie sur la carrière professionnelle et à ceux qui envisagent de migrer à l'étranger (à droite de l'axe horizontal). Sur le graphique 2, on trouve du côté gauche de l'axe horizontal les femmes, les jeunes vivant en zone rurale enclavée (et même toutes les femmes vivant en milieu rural, mais pas les hommes), celles et ceux qui n'ont jamais été à l'école ou presque, ceux qui ne poursuivent pas d'études et n'ont pas d'activité professionnelle, surtout si c'est en raison de l'opposition de leur père ou de leur conjoint. Du côté droit se situent les hommes, ceux qui sont en cours d'études ou les ont poursuivies au moins jusqu'au lycée, ceux qui occupent un emploi payé. Le deuxième axe factoriel (axe vertical du graphique 2) oppose en bas ceux qui sont insatisfaits de leur vie actuelle, ceux qui sont pessimistes pour leur avenir professionnel, ceux qui sont financièrement dans la précarité et ceux qui s'estiment socialement déclassés par rapport à leurs parents à ceux (en haut) qui sont optimistes pour leur avenir professionnel et jugent leurs finances bonnes. Du côté négatif de l'axe vertical du graphique 2 (en bas) se situent les chômeurs et les inactifs, ainsi que ceux qui connaissent des parcours professionnels marqués par l'alternance d'épisodes d'emploi et de chômage. Du côté positif (en haut) se

y sont même surreprésentées. Ce groupe est mixte, de faible niveau scolaire. Les jeunes à autonomie limitée (19% de l'ensemble) se sentent presque tous libres de leurs décisions, mais pas entièrement libres pour presque les deux tiers d'entre eux (65% d'entre eux s'estiment plutôt libres et 30% tout à fait libres). Ils ont en majorité un projet de vie autre que la carrière

ou la famille (gagner de l'argent ou être libres). Ils estiment plus souvent que les relations sociales sont le facteur dominant de réussite. Ils ont plus souvent un projet de migration internationale. C'est un groupe plus masculin et un peu plus urbain, ces jeunes ont plus souvent dépassé le niveau du collège.

Graphique 3 :

Sentiment de liberté exprimé par les jeunes des 5 classes d'opinion (%)

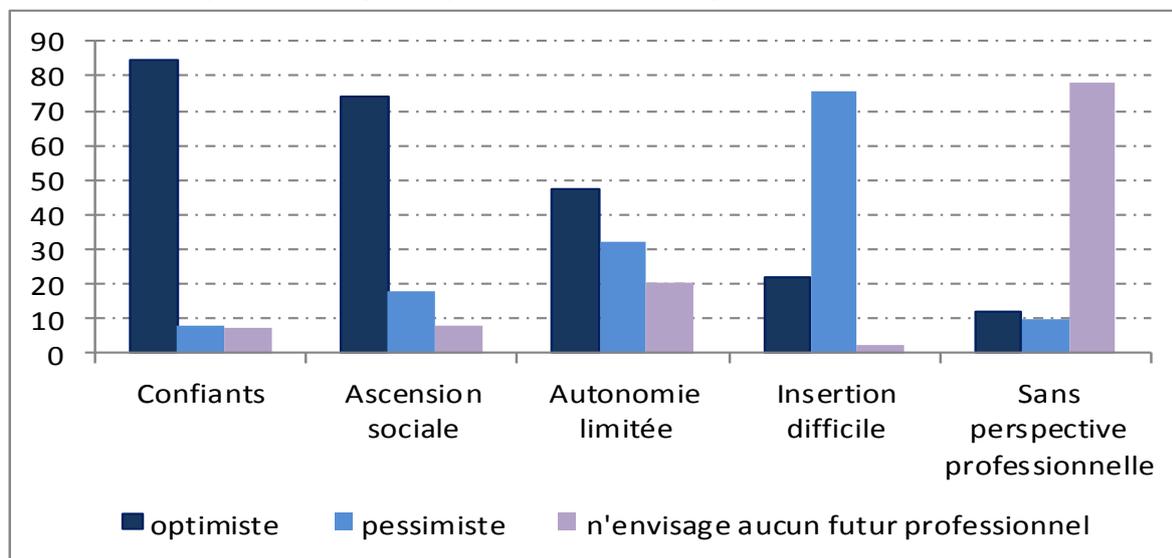


Source Enquête OCEMO sur les attentes de la jeunesse marocaine, région MTH, 2013.

Lire : Près de 70% des jeunes confiants se déclarent tout à fait libres de décider de leur vie

Graphique 4 :

Vision de l'avenir professionnel par les jeunes des 5 classes d'opinion (%)



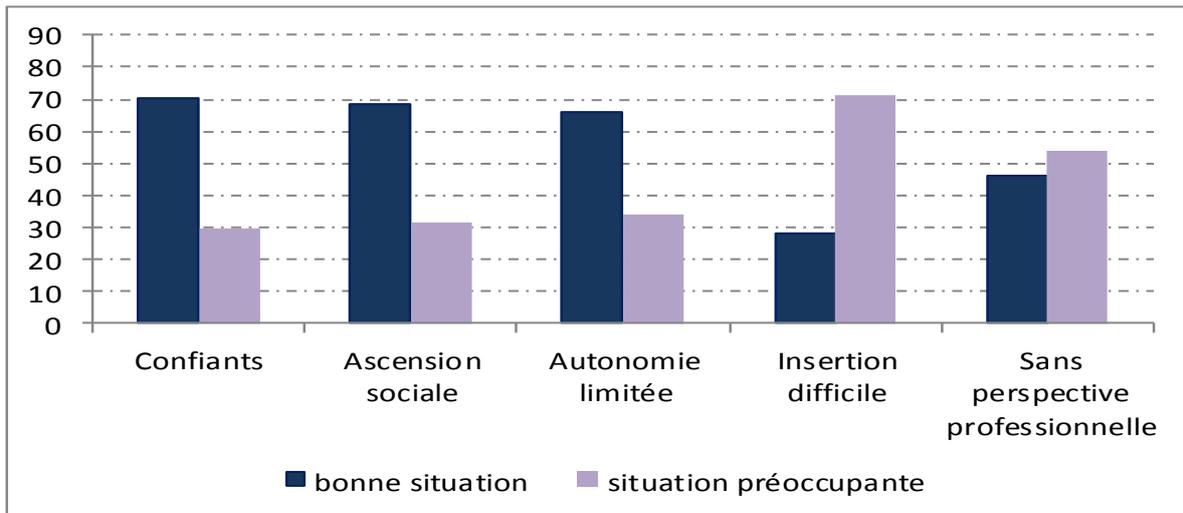
Source Enquête OCEMO sur les attentes de la jeunesse marocaine, région MTH, 2013.

Lire : 75% des jeunes en insertion difficile se déclarent pessimistes quant à leur avenir professionnel

Les jeunes en insertion difficile (19% de l'ensemble) sont pessimistes pour leurs perspectives professionnelles et en situation de précarité financière. Ces jeunes sont plus souvent insatisfaits de leur vie actuelle. Cependant, ils s'estiment davantage libres de

leurs décisions. C'est un groupe plus masculin. Ils ont plus fréquemment que l'ensemble fini leurs études, considèrent plus souvent leur parcours professionnel comme non stabilisé (ils alternent périodes d'emploi et de chômage), ils sont plus souvent actifs.

Graphique 5 :

Situation financière familiale exprimée par les jeunes des 5 classes d'opinion(%)

Source Enquête OCEMO sur les attentes de la jeunesse marocaine, région MTH, 2013.

Lire : plus de 50% des jeunes sans perspective professionnelle jugent la situation financière de leur ménage préoccupante

Les jeunes sans perspective professionnelle (21% de l'ensemble) :

- Leur projet de vie est beaucoup plus souvent centré sur la famille, ils/elles expriment bien plus fréquemment une absence de liberté de décision et ne se projettent dans aucun avenir professionnel, même à terme. Leur position sociale est plus fréquemment jugée moins favorable que celle de leurs parents. Pour eux/elles, progresser vers la parité entre hommes et femmes fait partie des priorités deux fois plus souvent que pour l'ensemble.

- C'est un groupe très féminin, plus rural, de niveau d'études faible. Leur parcours professionnel est plus souvent dominé par l'inactivité.

Conclusion

L'originalité de ce travail est d'avoir pu mesurer, dans une région précise l'étendue des disparités entre milieu urbain et milieu rural, en distinguant le milieu rural enclavé et le milieu rural plus proche des villes. Cette fracture territoriale touche particulièrement les jeunes femmes.

Elle s'exprime en termes d'accès à l'éducation et de maîtrise de compétences de bases nécessaires aux jeunes. Ainsi, les compétences-clés nécessaires pour une économie de la connaissance sont très inégalement accessibles:

- La maîtrise des langues étrangères est encore plus rare que la maîtrise de l'Arabe littéraire (21% ont une bonne connaissance du français : 42% en milieu urbain et 6% en milieu rural ; 10% ont une bonne connaissance de l'anglais : 21% en milieu urbain et 2% en milieu rural), or l'enseignement supérieur comme l'enseignement professionnel est délivré en français.

- L'accès aux technologies de l'information et de la communication est rare en milieu rural : par exemple, 4% des jeunes femmes et 23% des jeunes hommes seulement y ont accès à Internet, contre 66% des jeunes hommes et un peu plus de 50% des jeunes femmes en milieu urbain.

Ces fractures territoriales expliquent des différences de perceptions des jeunes quant à leur situation objective. Ainsi, les jeunes ruraux vivant en zone enclavée ont des conditions de vie matérielles beaucoup moins faciles que les jeunes urbains, mais pourtant ils jugent leurs finances familiales d'un œil aussi favorable qu'eux, ce qui n'est pas le cas des jeunes issus d'une zone rurale plus proche des villes, probablement parce que les jeunes vivant en zone enclavée se réfèrent aux autres jeunes de leur voisinage, qui se trouvent dans une situation proche de la leur. Les disparités territoriales, précisées selon le degré d'éloignement des centres urbains, apparaissent ici majeures, alors que les disparités selon le genre sont plus souvent soulignées. Les écarts de situation selon le genre sont bien réels, mais apparaissent nettement amplifiés en milieu rural, surtout enclavé, et plus réduits en milieu urbain. De plus, les frustrations ressenties par les jeunes ruraux de la périphérie proche, assez près des villes pour connaître la modernité citadine mais trop excentrés pour en bénéficier, sont identifiées, notamment à travers leur appréciation plus défavorable des moyens financiers dont dispose leur famille. C'est une illustration des défis à relever par les acteurs publics et privés pour répondre aux attentes multiples de jeunes marocaines plus diverses que ce que l'on pouvait penser *a priori*. Le Maroc a su anticiper certaines attentes des jeunes en initiant des réformes graduelles et en optant pour une décentralisation avancée. Cependant, les projections négatives que certains

groupes de jeunes se font de leur avenir, notamment en comparaison de la situation de leurs parents, les expressions de certains groupes minoritaires mais bien présents quant à des réformes d'ordres politique et institutionnel, et les frustrations latentes des jeunes vivant en zone rurale proche des centres villes, sont les terrains de jeunes potentiellement

« explosives ». Les disparités entre espaces géographiques et groupes de jeunes peuvent être traitées de façon appropriée par des politiques ciblées par territoires et strates de jeunes, donc avec l'implication des collectivités locales, en partenariat avec des associations et des représentants de la société civile.

Références Bibliographiques

Ardilly P. (2006), Les techniques de sondage, Technip, Paris.

Barro R., Lee J. (2013), "A New Data Set of Educational Attainment in the World, 1950-2010", *Journal of Development Economics*, vol. 104, September, pp 184-198.

Benaabdelaali W., Hanchane S., Kamal A. (2012), « Les inégalités de capital humain au Maroc », *Maghreb Machrek*, n°212, pp. 27-38.

Bougroum M., Ibourk A. (2012), Une analyse de la flexisécurité du marché du travail au Maroc, rapport ETF.

Bouarbat B., Abjilou A. (2009), « Moroccan Youth in an era of Volatile Growth, Urbanization and Poverty », in *Generation in Waiting*, Brookings Institution Press, pp 166-188.

Dervis K. (ed.) (2013), *After the spring, Economic Transitions in the Arab World*, Oxford University Press, Oxford.

Economic and Social Commission for Western Asia (2012), "Active Labour Market Policies in Arab countries", ESCWA report, United Nations.

El Aoufi N., Hanchane S. (eds) (2011), *Employabilité des jeunes : les voies et les moyens. Agir sur le chômage et s'engager pour l'emploi qualifié*, rapport du Conseil Economique et Social et de l'Instance nationale d'évaluation du Conseil Supérieur de l'Enseignement, Rabat, Maroc.

ETF (2012) « Youth Transition from Education to Work in the Mediterranean ; the ETF experience with partner countries », Paris, IIEP Policy Forum, 16-18 octobre.

ETF (2013), « Migrations et compétences : le rôle des compétences dans le phénomène migratoire au Maroc », rapport ETF, février.

Galal A., Reiffers J.L. (eds) (2011), *Towards a New MED Region : achieving fundamental transitions*, FEMISE Report on the Euro-Mediterranean Partnership.

Galal A., Reiffers J.L. (eds) (2014), *Vers une nouvelle dynamique pour le maintien des équilibres économiques et sociaux*, FEMISE Report on the Euro-Mediterranean Partnership.

HCP (2012), *Les jeunes en chiffres.*, Direction de la Statistique, Rabat, Maroc.

Heinich N. (2010), « Notes sur les méthodes quantitatives en sociologie des valeurs », *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, n°108-4, pp 5-13.

Inglehart R., Welzel C. (2010), "Changing mass priorities: the link between modernization and democracy", *Perspectives on Politics*, vol 8 n°2, pp 551-567.

Kocoglu Y. (2014a), *Formation et emploi des Jeunes dans les Pays méditerranéens*, étude OCEMO, MedNC Network, Marseille, France.

Kocoglu Y. (2014b), *Le niveau d'éducation des jeunes marocains, illustration à partir des données de l'enquête de l'Ocemo sur les attentes des jeunes dans la région MTH*, rapport OCEMO, MedNC Network, Marseille, France.

La Cava G. (ed.) (2012), *Royaume du Maroc : promouvoir les opportunités et la participation des jeunes*, Banque mondiale, Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Département du développement durable, mai.

Lindbeck A., Snower D. (1988), *The Insider-Outsider Theory of Employment and Unemployment*, MIT Press, Cambridge, Massachusetts.

Mansuy M. (2015), « L'enquête OCEMO Attentes de la jeunesse, premiers apports », in Lévêque, L., Bonfils, P., Kocoglu, Y., et al. *L'espace euro-méditerranéen entre conflits et métissages: rencontres, échanges, représentations*, L'Harmattan, Paris, pp 89-106.

Matsumoto M., Elder S. (2010), “Characterizing the school-to-work transition of young men and women: Evidence from the ILO school-to-work transition surveys”, ILO Employment Working Paper No. 51, Geneva.

ONEQ (2014), « Transition sur le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie », rapport Work4Youth, n°15, BIT, Genève.

Petit M., El Hadad Gauthier F. (2013), « La nouvelle PAC a-t-elle oublié la Méditerranée ? », CIHEAM Watch Letter, n°27, December, pp 58 -62.

Razafindrakoto M., Roubaud F.(2005), « Gouvernance, Démocratie et Lutte contre la Pauvreté : Enseignements tirés des enquêtes 1-2-3 en Afrique francophone », Statéco n°99, pp 168-201.

Roubaud F., Torelli C., Zanuso C. (2014), « le marché du travail en Haïti après le séisme : quelle place pour les jeunes ? », Document de travail UMR DIAL, DT/2014-03.

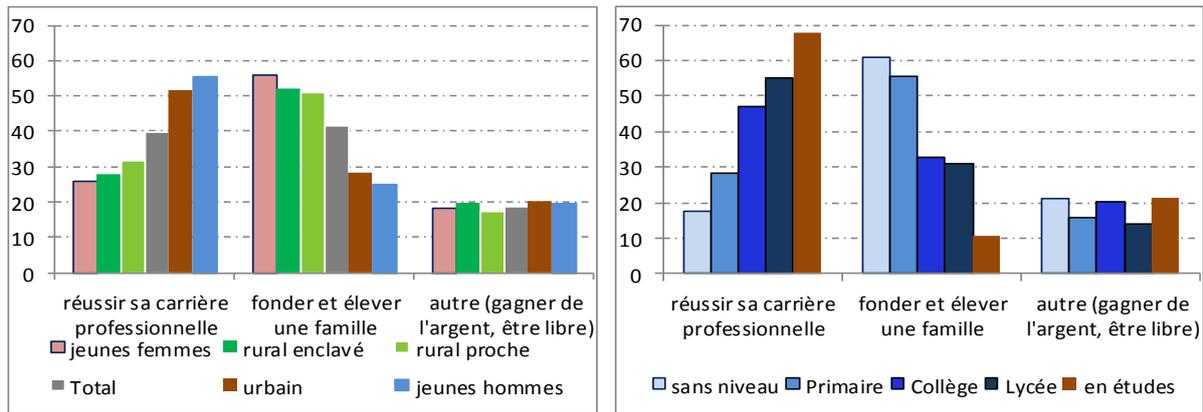
Verdier E. (2010), « Les modèles nationaux de formation des jeunes au Maghreb, quelle action publique ? », in Catusse M., Destremeau B., Verdier E. (eds), L’Etat face au débordement du social au Maghreb, Iremam-Karthala, Paris, pp 433-451.

Annexe : Projets de vie prioritaires selon le genre, le milieu d'habitation, le niveau d'éducation et l'âge

Le projet de vie prioritaire énoncé par les jeunes diffère sensiblement selon le genre, le degré d'urbanisation et le niveau d'études (graphiques 6 et 7). En revanche, les différences liées à l'âge sont moins marquées : si les moins de 20 ans mettent plus l'accent sur la carrière professionnelle, on note peu de fluctuations des préférences entre groupes d'âge au-delà de 20 ans (graphique 8). Les contrastes les plus forts sont liés au niveau d'études. La priorité à la carrière professionnelle augmente fortement avec le niveau atteint par ceux qui ont fini leurs études, de 18% pour ceux qui n'ont pas été à l'école ou presque à 55% pour ceux qui ont fréquenté le lycée ou l'enseignement supérieur. Elle est maximale pour ceux qui sont encore en formation (68%).

Graphiques 6 et 7:

Projets de vie prioritaires des jeunes enquêtés selon la zone géographique, selon le genre et selon le niveau d'études (%)

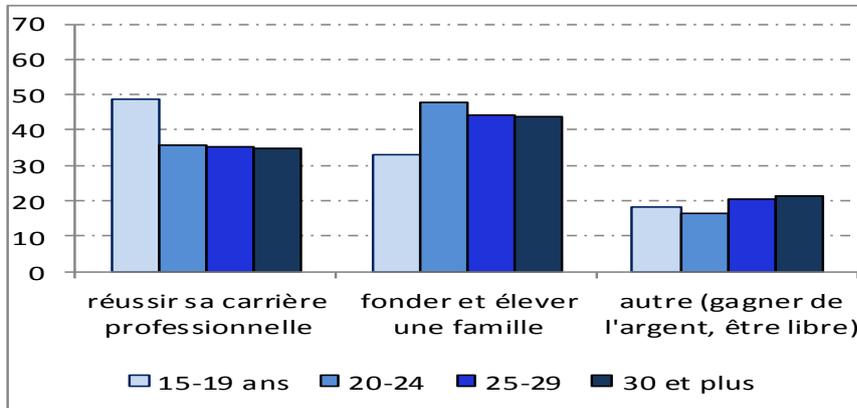


Source : Enquête OCEMO sur les attentes de la jeunesse marocaine, 2013.

Lire : 52% des jeunes urbains et 68% des jeunes en cours d'études ont un projet de vie centré sur la carrière professionnelle

Graphique 8:

Projets de vie prioritaires des jeunes enquêtés selon l'âge quinquennal (%)



Source : Enquête OCEMO sur les attentes de la jeunesse marocaine, 2013.

Lire : 49% des jeunes de 15 à 19 ans ont un projet de vie centré sur la carrière professionnelle